



# UNION INTERPARLEMENTAIRE

New York, le 26 novembre 2013

**Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de  
développement durable  
Organisation des Nations Unies**

**Séance V :  
Croissance économique soutenue et inclusive, questions de politique macro-  
économique, développement des infrastructures et industrialisation**

**Déclaration d'Alessandro Motter  
Conseiller principal aux affaires économiques et sociales**

Monsieur le Président,

Hier, vous avez posé la question de savoir si tous les pays devaient s'industrialiser et si l'histoire économique des dernières décennies devait servir de modèle. Pour répondre en un mot et pour les raisons que je vais exposer plus avant, notre réponse est « non », ou à tout le moins « c'est discutable ». Nombreux sont les éléments qui militent dans ce sens, y compris des éléments qui viennent des Nations Unies elles-mêmes. La CNUCED a en effet publié il y a quelques mois un rapport qui montrait que le modèle de croissance économique fondé sur l'exportation était moribond. Pourtant, nombreux sont ceux, dans cette salle, qui voudraient voir ce modèle faire partie du nouveau programme de développement.

Nous sommes dans un monde totalement nouveau où les anciennes règles et définitions n'ont plus forcément cours. Nous devons envisager un modèle macroéconomique entièrement nouveau et c'est ce qu'environ 200 parlementaires du monde entier ont essayé de faire ici-même, aux Nations Unies, à l'Audition parlementaire annuelle qui s'est tenue il y a deux semaines. Vous trouverez dans cette salle un résumé provisoire de leurs débats, mais permettez-moi d'apporter des précisions sur quelques points.

Voici l'un des principaux messages qu'ils vous adressent : ne visez pas la croissance – fût-elle verte et inclusive – mais plutôt des *moyens d'existence durables* ou des *communautés durables*. Définissez une politique économique et industrielle, jusqu'au niveau de l'entreprise, autour des dimensions sociales et environnementales du développement durable. Et quand les peuples prospéreront, la croissance suivra son

cours naturel – et dans les pays développés en particulier, il se pourrait qu'il n'y ait qu'une croissance lente, voire pas de croissance du tout durant quelque temps.

Il y a un problème auquel nous devons nous attaquer dans la définition du futur programme de développement. Pour dire les choses aussi simplement que possible : l'actuel modèle macro-économique centré sur la croissance repose sur l'idée qu'il faut consommer pour croître – ce qui est certainement vrai aux premiers stades de la vie ou du développement – et qu'il faut *croître pour ensuite consommer davantage*. Cela n'a pas de sens.

Ce système n'a pas de régulation interne. Il repose sur l'idée que plus est toujours mieux. Au fond, pour filer la métaphore, l'idée serait qu'il n'y a pas de satiété possible *voire souhaitable*, car sans cette croissance constante le système s'effondrerait – avec un chômage croissant et une dégradation du niveau de vie. C'est comme si on prétendait qu'une légère cure d'amaigrissement entraînait immédiatement une crise cardiaque.

Autre élément important, il faut « verdir » l'économie. La plupart des recommandations que nous avons entendues à ce sujet aujourd'hui sont valables, mais il ne suffit pas de modifier les dynamiques sous-jacentes. C'est comme si une personne en surpoids passait d'un régime gras à un régime sans graisse, mais voulait absorber plus de calories demain qu'aujourd'hui. Or, la prise de poids résulte de l'absorption globale de calories et pas uniquement de graisses.

Enfin, il faut aussi évidemment une croissance inclusive. Mais cette notion est souvent mal comprise. Pour bien des gens, cela ne signifie pas partager l'excédent de nourriture sur la table avec les pauvres marginalisés. Cela signifie amener ceux qui n'en font pas partie à s'intégrer au système dont nous sommes nous-mêmes prisonniers.

Donc, non, nous aurions tort de faire de la croissance durable un *objectif*, comme certains l'ont demandé et comme les documents de travail portent à le croire. La croissance est, à tout le mieux, un moyen, voire un moyen parmi d'autres, de contribuer au bien-être de l'humanité. C'est pourquoi nous devons ne plus nous fier au seul PIB pour mesurer la prospérité et établir de nouveaux indicateurs du bonheur de l'humanité pour orienter les politiques publiques à tous les échelons.

Si mes chiffres sont exacts, au rythme de croissance actuelle, nous aurons une économie mondiale de 150 000 milliards de dollars E.-U. en 2050, contre 70 000 milliards aujourd'hui. Il est difficile d'imaginer comment parvenir dans ces conditions au découplage absolu requis. Il faut à tout le moins que les niveaux de consommation s'orientent vers un « juste milieu » dans le monde entier. Il est de notoriété publique qu'il y a des pays où les revenus sont compris entre 10 et 15 000 dollars E.-U., qui font aussi bien en termes de développement humain et de bien-être, voire mieux, que des pays où les revenus sont beaucoup plus élevés. Ce n'est donc pas la croissance en tant que telle qui conduit au développement durable. Ce sont davantage le *type* de production et de consommation, la *manière* dont la production est organisée et, bien sûr, le mode de répartition.

Dans la mesure où les ODD ont une vocation universelle, il faut faire porter le débat sur la croissance sur les pays tant développés qu'en développement, et pas uniquement sur ces derniers comme on a tendance à le faire. Nous devons porter un regard critique sur le modèle dominant de croissance qui a son origine dans le monde développé. En bref, il nous faut une nouvelle macro-économie du développement durable, une macro-économie qui n'aura pas pour principal moteur la *consommation matérielle individuelle*.

Comment y parvenir ? Nous ne détenons pas toutes les réponses sur ce qu'il faut faire pour sortir de cette dépendance vis-à-vis de la croissance et éviter un effondrement de l'économie ou un chômage de masse. Voilà le vrai problème sur lequel nous devons nous pencher et, ce, d'urgence – et c'est cette question qui aurait dû figurer au centre de notre débat cette semaine.

Le cap général doit bien sûr être celui de la *dématérialisation* de la croissance au profit d'une économie de services fondée sur une perception radicalement nouvelle de *l'entreprise, des investissements et de l'argent comme répondant à un objectif social* et non plus uniquement à un objectif privé. En l'occurrence, une économie de services ne signifie pas uniquement renoncer à la fabrication, ce qui à l'échelon mondial serait de toute façon impossible, mais par exemple, une économie totalement orientée sur la *mobilité* et non plus sur les *voitures*.

Dans un modèle entrepreneurial répondant à un objectif social, par exemple, on pourrait instaurer un système de répartition des heures de travail (à l'instar de ce qui se fait en Allemagne), au lieu de licencier lorsque l'activité diminue. Si l'entreprise ne tourne qu'autour des profits, cela n'aura que peu d'intérêt pour la société elle-même et pour ses actionnaires, mais s'il s'agit aussi des travailleurs et des collectivités auxquelles ils appartiennent, cette solution a beaucoup de sens du point de vue du développement durable.

En bref, quel que soit leur degré de développement, tous les pays, peuvent travailler à la mise en place d'un nouveau modèle économique à leur manière. Il faut pour cela donner un rôle plus important à l'Etat et au secteur public pour promouvoir de nouveaux systèmes incitatifs. Il faut mettre l'accent sur les *biens publics* tels que les transports, l'éducation et la santé, mais aussi sur les loisirs et, plus encore, sur les collectivités.

Mais cela ne pourra pas se faire si nous refusons de sortir des sentiers battus.

Je vous remercie.